PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE PRESIDENCE DU CONSENT DAS MINISTRES MINISTERE DE 1. DEFENSE MITION LE

## -(SGT.BDJ.200182.DOMR)REFUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO

Traveil & Démocratie & Paix

) ECRET No 82/1224

du 23/12/82

portant réorganisation de la Direction Centrale du Service de Sante de l'Armée Populaire Nationale.

TRANSLOCIO DU COMITE CENTRAL DU PARTI CONGOLAIS DU TRANSLOCIO DU CONSEIL DES MINISTRES.

---------

VISAS: VU- La Constitution du 8 Juillet 1979;

VU- La Loi 25/80 du 13 Novembre 1980 portant amendement de l'Article 47 de la Constitution du 8 Juillet 1979 ;

VU- L'Ordonnance 1/69 du 6 Février 1969 modifiant la Loi 11/66 du 22 Juin . 1966 portant création de l'armée Populaire Rationale ;

VU- Le Dicret 79/154 du 4 Avril 1979 portant nomination du Premier Ministre ;

VU- Le Décret 80/644 du 28 Décembre 1980 portant nomination des Membres du Conseil des Ministres ;

VU- Le D'eret 74/355 du 28 Décembre 1974 portant création du Comité de Défense ;

VU- Le Décret 77/195/du 25 Avril 1977 portant réorganisation du Ministère de la Défense Nationale ;

VU- Le Décret 77/211 du 28 Novembre 1977 portant création de la Direction .

VU- Le Décret 72/365 du 28 Novembre 1972 portant création ... sticm

AUE PROPOSITION DU COMITE DE DEFENSE

-----

. 117.6 7

## DECRETE:

Article 1ER.- La Direction Contrale du Service de Santé est l'organe de conception, de coordination et de contrôle du service de santé de l'Armée Populaire Nationale. Elle est placée sous l'autorité l'un Médecin, Officier Supérieur et comprend :

- un Secrétariat ;
- une Division Technique ;
- Une Division administrative et Financière
- une Division de Flanification et Statistiques ;
- une Division de l'approvisionnement samitaire.

de Santé, les organes suivants :

.../...BDJ.

T) (1 T

D. C. F.

- L'Inspection Samitaire des Armées de Terre, ir, Mer ou Vétérinaires ; - Los l'opitaux Centraux, les Chermacies Centrales d'Approvisionnement, 19 Laboratoire Central, les Cliviques et Stablissements de Formation du Service d Santé.

PARticle 3.4 Don missions de la Direction Controls du Service de Santé de l'Armée Comulaire Wationa . don't los anivantes : . . .

A)- # 1224 .....

o Midoure, a war I a walkling des Troupes d'une part ; " ni to le or a valir le sorte de colles-oi d'autro part, afin qu'elles solout protes L tour as eart.

d'Organisar des séances d'éducation en estiere de santé dans les Formations do l'ame a Populaire Mationale, on vue de lutter contre les Miseux devastateurs com-

no lo telec. l'elcool, le drogue...

## Géror lo Porsonnel bilitaire of Civil du servie, le matériel et les fi-

## i E)- ii was de guerra.

a Mi ctuor la reconnaissance tactique sanitaire du théâtre d'opérations ; \* Lattre en place des moyens d'évacuation depuis le triage jusqu'aux dif-

fáronts échelons de traitement ;

" Ansuror le ramassago, le triago des blessés, cinsi que le traitement de ceux ne privant pas être évacués directement sur les hopiteux situés hors des zones de combat:

\* mottre en application les mesures de decontemination atomique ou biologique.

Article 4 : La Direction Contrale du Service de Santé relèvo de la Direotion Genérale de la Logistique.

A cet effet, le Mirecteur Central du Service de Santé est le Conseiller du Ministre en nation de canté. Il est nommé par Décret pris en Conseil des Ministres sur proposition as limistre de la Défense Mationale.

Article 5 : Le Directeur Central du Bervice de Santé de l'Armée Populaire Nationale relève de l'autorité du Binistre de la Défense l'ationale par l'entremise du Chef d'Etat-Major Gén ral sur le plan militaire, et du Directour Général de la Logistique sur le plan administratif.

Article 6 : Une Instruction Ministérielle fixera les modalités de fonctionnement de la Direction Centrale du Service de Santé de l'Armée Populaire Mationale.

Article 7 : Toutes dispositions antérieures contraires au présent Décret, sont abrogées, notamment le Décret 72/385 du 28 Hovembre 1972 portant création de la Direction Centrale du Service de Santé de l'Armée Populaire Nationale

article 8.- Le Ministre Délégué à la Présidence de la République, Chargé de la Défence Lationale t le Ministre des Finances sont chargés chacomparation de déacerne. I exécution du résent Décritoqui derà
congo et comunique portout où besoin sofficeris commo l'acceptant de la République Populaire du
-onde trop, touced troper de societé de composité de la République Populaire du

See order of the state of the state of the second of the s

one of the Participant of Travell,

Provident de la Recollique, Chef de
Langt J 1997, President a Conseil des Ministres

a the payment of the second of

Colonel Denas Sassou-NGUESSO

1 0000.50

Lo Premier Mini

Colonel Louis SELV. In-MONE

Le Ministre des Finances.

LEKOUNDZOU-ITIHI-GSGETOWAB.

Le Ministre Délégué à la Présidence de la République, Chargé de la Défense Nationale,

Colonel Raymond-Damase NGOLLO.

